

African Studies Centre
Leiden, The Netherlands

**La société civile et la lutte contre
la corruption au Nigeria:
Le cas des ONG anti-corruption**

David U. Enweremadu
ASC Working Paper 89 / 2010

David U. Enweremadu, PhD
Department of Political Science
University of Ibadan
Ibadan, Nigeria
uchennadave@yahoo.com

African Studies Centre
P.O. Box 9555
2300 RB Leiden
The Netherlands

Telephone +31-71-5273372
Fax +31-71-5273344
E-mail asc@ascleiden.nl
Website www.ascleiden.nl

© David U. Enweremadu, 2010

La société civile et la lutte contre la corruption au Nigeria: Le cas des ONG anti-corruption

David U. Enweremadu

Introduction

Dans l'objectif d'instituer une politique de bonne gouvernance dans les pays en voie de développement, le rôle des ONG a été de plus en plus évoqué parmi les membres de la société civile¹. Au Nigeria, les ONG constituent un des axes principaux de la lutte anti-corruption initiée suite à l'arrivée du Président Olusegun Obasanjo, élu en février 1999. Sous le règne du Président Obasanjo, le nombre et la diversité des ONG² ont augmenté très rapidement. Alors qu'un grand nombre d'entre elles interviennent dans différents domaines de la vie publique, plusieurs ont été créées uniquement pour lutter contre la corruption depuis 1999. Ainsi, une revue de la presse écrite locale entre 1999 et 2006 montre que presque quarante ONG sont engagées dans la lutte anti-corruption d'une façon ou d'une autre. *Transparency in Nigeria* (TIN), qui est une filiale de *Transparency International* (TI) ; l'*Exam Ethics Project*, EEP (engagé dans la lutte contre les fraudes et la corruption dans le système éducatif) ; la *Zero Corruption Coalition*, ZCC (une plateforme de plusieurs ONG anti-corruption) ; l'*African Network for Environmental and Economic Justice*, ANEEJ ; l'*Independent Advocacy Group*, IAG ; la *Convention on Business Integrity*, CBI (engagé dans la lutte contre la corruption dans le secteur privé et des affaires), sont les plus impliquées dans ce combat.

¹Laëtitia Atlani-Duault, « Les ONG à l'heure de la bonne gouvernance », in *Autrepart, Revue de Sciences Sociales au Sud*, N°35, 2005. pp. 1-17.

² Le terme « ONG émergente » ne doit pas être confondu avec d'autres types d'associations volontaires, telles que les « *organisations de développement communautaire* » ou les puissantes « *associations d'originaires* (qui supervisent le développement de leur communauté) » visibles dans différentes parties de ce pays depuis la colonisation. Un tel mélange avait conduit certains auteurs comme Marc-Antoine Pérouse de Montclos à dire que « *la plupart des ONG nigérianes se financent par elles-mêmes, sans apports en provenance de l'étranger* ». Voir Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Mauvaise gouvernance et ONG : l'exception nigériane », in *Autrepart : Revue de Sciences Sociales au Sud*, N°35, 2005. pp.126-142.

Cet article cherche à examiner l'évolution et l'impact global des ONG anti-corruption nigérianes à travers les activités de ces six institutions. Nous allons soutenir la thèse que la contribution globale des ONG au Nigeria, alors qu'elle s'amplifie avec le temps, est pour l'instant relativement faible et inefficace par rapport aux standards issus de la littérature scientifique concernant les politiques de développement. Leur influence et leur capacité d'action ont souvent été gênées par un manque de moyens financiers, constituant ainsi un frein à leur autonomie. Elles souffrent également de l'absence de législations et de pratiques garantissant l'accès libre à l'information dans un Etat qui développe le culte du secret (surtout dans les services publics)³. Leur préoccupation d'ordre matériel⁴ et l'incapacité de dépasser les solidarités issues des identités sub-nationales (ethniques, religieuses etc.)⁵, font que ces organisations ne sont pas très performantes. Le manque de capacités et de compétences de leurs dirigeants, la rivalité entre les différentes associations ou le manque de « *networking* », l'absence de coopération des autorités et parfois les comportements rentiers de certains dirigeants de ces organisations, font par ailleurs que les acteurs politiques les instrumentalisent. Ces problèmes ne sont pas nouveaux⁶ et ne concernent pas seulement les ONG et associations engagées dans la lutte anti-corruption⁷. Presque tous les acteurs et les organisations qui constituent la société civile sont également touchés d'une manière ou d'une autre par ce fléau.

³ Assisi Asobie, «The Anti-Graft War in Nigeria: An Agenda for Civil Society », une intervention lors du *1st Stakeholders Summit on Corrupt Practices and Financial Crimes in Nigeria*, qui s'est tenue à Kaduna du 23 au 25 novembre 2005.

⁴ Cette préoccupation d'ordre matériel a deux visages. D'un côté, il s'agit des luttes pour une amélioration des conditions économiques des travailleurs. D'un autre côté, il s'agit des luttes et manœuvres égoïstes visant à procurer des bénéfices matériels aux dirigeants, souvent en collaborant avec le pouvoir. Abubakar Momoh, « Labour and Democratization: Honest Brokerage or Collusion ? », in Alex Gboyega (ed.), *Corruption and Democratization in Nigeria*, Ibadan, Ibadan University Press, 1996. pp.58-70.

⁵ Tonnie O. Iredia, « Civil Society and Corruption: The Nigerian Experience », une intervention lors du *Annual Alumni Lecture of the Asaba Chapter of the University of Ibadan Alumni Association*, Nelrose Hotel Asaba, 11 mai 2005. Le document est disponible à l'adresse suivante:

http://www.uiadvance.org/alumni/asaba_alumni_lecture_2005_tonnie_iredia.rtf

⁶ Sur le cas particulier de l'*Anti-Bribery and Corruption Society of Nigeria*, Falola observe que: « *The various branches of the League probably achieved little. In one instance, the President of a branch was accused of embezzling membership dues. In few instances, a league would try to investigate the allegation of corruption against a public officer, but it lacked the power of prosecution. The Police also ignored most of the complaints coming from members of the League.* Falola Toyin », « Corruption in the Nigerian Public Service: 1945-1960 », in John M. Mbaku, *Corruption and the Crisis of Institutional Reforms in Africa*, Lewiston, The Edwin Mellen Press, 1998. pp. 137-165.

⁷ Inya A. Eteng, « Modes in Popular Organization and Participation », in Adebayo Adedeji and Onigu Otite (eds.), *Nigeria: Renewal from the Roots?, the Struggle for Democratic Development*, London, Zed Books, 1997pp20-32; Aiyede Remi, « The Dynamics of Civil Society and the Democratization Process in Nigeria », *Global Development Network Research Papers*, 2003. Le texte est disponible sur : http://www.gdnet.org/pdf2/gdn_library/awards_medals/2003/r_m/civil_society/Aiyede_paper.pdf. Voir p.9.

Evolution et accroissement des ONG au Nigeria

Même si les travaux sur l'origine de la société civile sont nombreux⁸ en occident, très peu de chercheurs ont abordé l'origine de cette même institution en Afrique. Plusieurs chercheurs estiment que l'origine et l'évolution de la société civile en Afrique sont issues de l'expérience coloniale et post coloniale du continent. Jude Howell and Jenny Pearce avaient ainsi soutenu que l'émergence de la société civile en Afrique est marquée par trois périodes historiques: la période de la colonisation ; la période post-coloniale et la période d'instauration des programmes d'ajustement structurel et de transition démocratique⁹. Cette analyse se trouve confirmée en partie par le travail d'Otite et Kawonise qui affirment que l'activisme de la société civile « *popular participation* » pouvait être lié à deux périodes historiques: la période (pré)coloniale avec les « *indigenous or primordial organisations or associations which are ethnically bound* » et la période post-coloniale avec les « *modern non-indigenous or civic associations and organisations with nation wide culture* »¹⁰. Ces auteurs ont reconnu par ailleurs la possibilité d'une fusion entre les deux sphères ; c'est-à-dire les organisations qui sont à la fois « *indigenous* » et « *non-indigenous* ». Cela se voit dans la formation des associations ethniques à partir de la période coloniale ; un phénomène qui a été développé comme réaction à la colonisation et comme réponse aux tensions intra et inter-ethniques dans la nouvelle société¹¹.

Pendant la domination coloniale, ces associations ethniques, mais aussi les syndicats, les étudiants, et surtout les mouvements nationalistes, constituaient la tête de pont pour mettre fin à la colonisation¹². Mais pendant la période qui a suivi l'indépendance, et jusqu'aux années 80, la société civile en Afrique (à l'exception notable de la presse indépendante qui cherchait à amener les dirigeants à respecter les « règles du jeu », notamment dans le cas du Nigeria) a connu un recul face à la monopolisation de l'espace politique par des régimes autoritaires successifs. La crise économique et une militarisation accrue de la société dans les

⁸ Sudipta Kaviraj and Sunil Khilnani (eds.), *Civil Society: History and Possibilities*, Cambridge: Cambridge University Press, 2001; John Ehrenberg, *Civil Society: The Critical History of an Idea*, New York : New York University Press , 1999.

⁹ Jude Howell and Jenny Pearce, *Civil Society and Development: A Critical Exploration*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2001.

¹⁰ Onigu Otite and Sina Kawonise, « Modes of Social Organization: Their Implications for Popular Participation », in Adebayo Adedeji and Onigu Otite (eds.), *Nigeria: Renewal from the Roots*, op. cit. p.35.

¹¹ Ibid. p. 37.

¹² Yusuf Bangura, « New Directions in State Reform: Implication for Civil Society in Africa », *United Nations Research Institute for Social Development Discussion Paper*, N° 113, Septembre 1999. p. 8.

années 80, ont facilité le retour de la société civile traditionnelle (les syndicats de travailleurs ou l'*Organised labour*)¹³ qui protestait contre l'appauvrissement croissant de la population avec l'adoption des programmes d'ajustement structurel¹⁴ mis en place par les régimes africains sous la direction du Fonds Monétaire International (FMI)¹⁵.

Par ailleurs, il est important de noter une propagation sans précédent de nouvelles organisations de la société civile à cette époque. Il s'agit des défenseurs des droits de l'homme qui réclamaient, avec les financements de la communauté internationale (notamment des fondations américaines), la fin des régimes autoritaires¹⁶. Dans le cas du Nigeria, les associations les plus importantes étaient le *Civil Liberty Organization (CLO)*, fondée en 1987 ; le *Committee for the Defence of Human Rights (CDHR)*, créé en 1989 ; le *Niger Delta Human and Environmental Rights Organisation*, depuis 1995 et la *Campaign for Democracy, CD*¹⁷. Ces associations étaient à l'origine surtout basées dans la ville de Lagos, la capitale économique et politique du pays jusqu'en 1990, avant de commencer à se répandre vers d'autres villes du pays¹⁸. Comme l'indique leur nom, ces associations se sont largement intéressées à l'instauration d'un régime démocratique et à la défense des droits de l'homme¹⁹. Cependant, leur influence a dépassé la lutte pour l'instauration de la démocratie.

L'échec de la politique d'ajustement structurel et surtout l'effondrement du projet de transition démocratique sous la présidence de Babangida suite à l'annulation des élections présidentielles du 12 juin 1993, ont conduit à la radicalisation de ces associations et à l'émergence (surtout pendant le régime d'Abacha entre 1993 et 1998) d'un plus grand nombre d'associations et d'organisations de la société civile, y compris des organes de presses indépendants. Ces événements se sont déroulés pendant une période de changements profonds dans le discours et dans le comportement de la communauté internationale qui favorisait, de plus en plus, la démocratisation dans les pays du sud et un rôle plus important pour la société

¹³ Ibid.

¹⁴ Ces politiques ont été mises en application au Nigeria pour la première fois par le régime militaire du Général Ibrahim Babangida en juin 1986.

¹⁵ René Otayek, « *Vu d'Afrique, société civile et démocratie* : de l'utilité du regard décentré », Revue internationale de politique comparée, Vol. 9, No 2, été 2002. p.194.

¹⁶ Ibid. p.17.

¹⁷ Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Mauvaise gouvernance et ONG : l'exception nigériane », op cit, p. 134.

¹⁸ Kunle Amuwo, « General Babangida, Civil Society and the Military in Nigeria: Anatomy of a Personal Rulership Project », *Travaux et Documents*, Centre d'Etude d'Afrique Noire, N° 48, 1995. p.2.

¹⁹ Sur l'émergence et les activités de ces associations, surtout pendant les régimes Buhari (1984-1985) et Babangida (1985-1993), lire Adebayo O. Olukoshi, « Associational Life » in Larry Diamond et al (eds.), *Transition Without End: Nigerian Politics and Civil Society Under Babangida*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1997. pp.379-400

civile²⁰. Cela a permis à ces associations de profiter facilement du soutien financier et politique de la communauté internationale pour mobiliser la population et forcer des réformes démocratiques²¹ qui ont abouti à la fin de la domination militaire le 29 mai 1999.

Les ONG anti- corruption nigérianes à l'heure de la bonne gouvernance

A l'exception de la presse indépendante et des mouvements spontanés, les luttes contre la corruption menées par les régimes successifs au Nigeria se sont déroulées sans la participation active des acteurs et des institutions non étatiques (la société civile). Par contre, les huit années du régime civil d'Obasanjo (1999-2006) ont été marquées par une participation effective de la société civile. En effet, les ONG locales et internationales, les syndicats de travailleurs, les associations professionnelles, culturelles, religieuses et même des groupes provenant du « secteur privé organisé » participent désormais à la lutte contre la corruption au Nigeria²².

En général, cette transformation a été facilitée par au moins trois facteurs. Le premier c'est la logique de la transition démocratique. Comme on devait s'y attendre, le passage d'un régime autoritaire à la démocratie offre, dans n'importe quel pays, plus de possibilités pour la population de s'organiser et de participer activement à l'élaboration et l'application des politiques publiques²³. Le Nigeria n'a pas été une exception dans ce sens. Le deuxième facteur concerne l'impact de la mondialisation. Les acteurs et institutions internationaux ont mis en avant la formation, la promotion et la consolidation des organisations de la société civile qui sont désormais perçues comme des partenaires indispensables de la promotion de la « bonne gouvernance ». Pourtant, sur le plan interne, et contrairement à ce qui se passait antérieurement, la stratégie anti-corruption menée par l'administration Obasanjo elle-même

²⁰ Pour des détails sur ce terme, voir Kees Biekart, *The Politics of Civil Society Building: European Private Aid Agencies and Democratic Transitions in Central America*, Amsterdam, International Books/The Transitional Institute, 1999; Amuwo, Kunle, (ed.), *Nigeria During the Abacha Years: The Domestic and International Politics of Democratization*, Ibadan, Institut Français de Recherche en Afrique, 2001.

²¹ Aiyede Remi, *The Dynamics of Civil Society and the Democratization Process in Nigeria*, art cit, p.9.

²² Assisi Asobie, «The Anti-Graft War in Nigeria: An Agenda for Civil Society », art. cit. p .8.

²³ Peter Lewis, à partir de la même hypothèse, soutient que : « *Democracy furnishes opportunities for change that are unavailable in other systems. A competitive arena enhances opportunities for assembling new coalitions in support of better governance and economic change, increasing the accountability of political leaders, and creating a more enduring domestic political base for policy reform* ». Peter M. Lewis, « Getting the Politics Right: Governance and Economic Failure in Nigeria », in Robert I. Rotberg (ed.), *Crafting the New Nigeria: Confronting the Challenges*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2004. p.118. Par ailleurs, Chowdhury, dans une étude comparative qui a impliqué 97 pays de 1995 à 2002, montre comment la démocratie (participation et compétition) et la liberté de la presse aident à réduire la corruption à long terme. Shyamal K. Chowdhury, « Do Democracy and Press Freedom Reduce Corruption?: Evidence from a Cross Country Study », in *ZEF-Discussion Papers on Development Policy*, N° 85, Bonn, mars 2004.

avait déjà permis indirectement à la société civile de jouer un rôle plus actif dans la lutte contre la corruption²⁴. Cette politique constitue vraisemblablement le troisième facteur.

Si la mise en place de la Quatrième République en 1999 a ouvert une autre étape dans le développement de la société civile au Nigeria, quelles sont les conséquences pour la lutte contre la corruption? Il y a deux conséquences majeures. D’abord, et comme nous l’avons noté plus haut, les sept années de régime démocratique au Nigeria (1999-2006) ont été marquées par la création massive de nouvelles associations et organisations de la société civile, notamment de nouvelles ONG anti-corruption (voir tableau 1 ci-dessous). Deuxièmement, on constate également une transformation dans l’orientation et le mode opératoire (spécialisation des ONG dans des domaines particuliers) de celles qui existaient auparavant. Par exemple, c’est le cas des associations qui ont été formées pour lutter contre la domination militaire ou encourager la restauration de la démocratie avant 1999. Ayant réussi leur combat, ces associations ou organisations devaient changer leur discours pour ne pas être isolées dans l’espace politique. Dans un contexte international où la lutte contre la corruption est une priorité absolue, beaucoup d’ONG nigérianes ont suivi la tendance de cette lutte contre la corruption et l’établissement d’une politique de bonne gouvernance. En effet, comme nous allons le voir, la lutte contre la corruption au Nigeria ne se limite pas aux « ONG anti-corruption ». L’importance de la corruption au Nigeria depuis 1999, fait que tout le monde doit s’intéresser à la lutte contre la corruption menée par l’administration Obasanjo.

Tableau 31 : ONG anticorruption de la quatrième République

Nom d’association	Ville/Etat d’activité	Responsable
1. Kaduna Discussion Group (KDG)	Kaduna	Yusuf Mamman & Lawan Gwadabe
2. Association of Nigerians Against Corruption	Abuja	na
3. Youth United for a Better Nigeria (YUBEN)	Abuja	na
4. Clear View Foundation	Abuja	na
5. Exam Ethics project	Lagos/Abuja	Ike Oyechere
6. Nationwide Action Against Corruption	NA	NA
7. Winners and Associate	NA	NA

24 Bien que le gouvernement n’ait pris aucune mesure concrète pour renforcer leur capacité et leur pouvoir, les institutions de la société civile ont néanmoins bénéficié des réformes engagées dans le cadre de la lutte contre la corruption. Ainsi, les institutions principales de lutte anti-corruption (l’ICPC et l’EFCC) créées par l’administration, doivent désormais recevoir des pétitions des membres de la société civile (individus et groupes) et travailler étroitement avec eux.

8. Independent campaign Against Corruption	NA	NA
9. Transparency and Integrity Foundation	NA	NA
10. Against Vision Incorporated	NA	NA
11 The Movement For New Nigeria (MNN)	NA	NA
12 The Ethics, Due Diligence and Good Governance Empowerment Project (Project Edge)	Lagos/Abuja	Ike oyechere
13 Legal defence and Assistance Project (LEDAP)*	NA	NA
14 Zero Corruption Coalition	Lagos, Abuja.	Lilian Ekeayanwu
15. African Network for Environmental and Economic Justice (ANEEJ)*	Benin	Rev. David Ugolor
16. Anti-Corruption Youth Movement of Nigeria (ACYMN)	Abuja	Ume Bassey
17. Centre for Public Accountability (CPA),	ND	ND
18. Coalition for Public Accountability and Development (COPAD).	ND	Bowo Olateru-Olagbegi
19. Taraba Transparency Network, TTN**	Jalingo, Taraba State.	Ahmed Yusuf
20. Youths Information Network	ND	ND
21. Transparency In Nigeria	Lagos, Abuja.	Dr. Assisi Asobie
22. Crystal Vision Incorporated	ND	ND
23 Independent Advocacy Group	Lagos	Prof. John Ayoade
24 Convention on Business Integrity	Lagos	Dr. Christopher Kolade
25 Bayelsa Transparency Initiative	Yenagoa, Bayelsa	Festus Gbasa
26 Vanguard for Transparent Leadership and Democracy (VATLD)	Abuja	Femi Aduwo
27 Probity and Ethics Society	ND	ND
28 Zamfara Patriotic Alliance	Gusau, Zamfara State	ND
29 Global Network for Inslamic Justice*	Gusau, Zamfara State	ND
30 Democrats for Good Governance	ND	Uchendu Agulu & Eugene Ezeoke
31 African Centre for Democratic Governance*	Abuja	Kunle Animasaun
32. Centre for Constitutional Governance*	Lagos	Beko Ronsome-Kuti
33 Socio-Economic Rights and Accountability Project (SERAP)*	Lagos	Prince Adetokunbo Mumuni &
34. Transition Monotoring Group (TMG)+	Abuja/Lagos	Richard Akinola
35. Labour Election Monotoring Team (LEMT)+	Abaju/Lagos	Angela Odah
36 Electoral Reform Network (ERN)+	Abuja/Lagos	John A. kolawole
36. Justice Development and Peace Commission (JDPC)*	ND	Olawale Fapohunda
37. Muslim Leageu for Accountability (MULAC)+	Lagos/ Abuja	Chukwuma Ezeala
38 The CLEEN Foundation	ND	Rekiya Momoh
39. Transparency and Anti-corruption Campaign (TRAC)	ND	ND
		Oluwafemi Victor Walsh

*Il s'agit des associations impliquées dans d'autres domaines que la lutte anti-corruption.

+ Il s'agit de groupes constitués par des nombreuses associations ou ONG locales dont le TMG (170), l'ERN (73) et le LEMT et le MULAC (non spécifié). Source: *Nigerian Civil Society Statement on the General Elections of April 12th and 19th 2003*, in Africa Policy E-Journal, 13 mai 2003 : <http://africaaction.org/docs03/nig0305.htm>.

La participation dans la lutte anti-corruption est une question de capacités et de stratégies. Quelles sont les ONG les plus importantes et quelles stratégies ou approches avaient-elles adoptées face à la corruption endémique au Nigeria? Deux stratégies ou approches différentes peuvent être distinguées. D'une part, il y a des organisations et acteurs qui ont favorisés une approche fondée sur la collaboration en maintenant de bons rapports avec les autorités (consultations régulières, exécution de projets communs, consensus autour des idées)²⁵. D'autre part, certaines ont préféré adopter une approche d'opposition (critiques négatives, publications régulières recensant des exemples de corruption de fonctionnaires, engagement de poursuites judiciaires, ou même manifestations contre les autorités). L'approche de ces mouvements s'explique par leur méfiance à l'égard des autorités. Cependant, ces deux types d'organisation orientent également leurs actions vers l'éducation et la mobilisation du public. Elles sont aussi engagées dans la lutte pour réduire toute sorte de corruption, y compris les fraudes électorales, afin d'améliorer la transparence dans la gestion des institutions publiques. Pour comprendre la diversité et l'impact de ces ONG, nous avons listé ci-dessous les ONG les plus visibles et analysons brièvement leurs activités concrètes.

(a) *Transparency in Nigeria, TIN* :

TIN, une filiale locale de TI, compte parmi les ONG les plus visibles et actives sur le terrain. Domiciliée tout d'abord à Lagos, avant de déménager à Abuja, cette ONG dispose de bureaux « *Administrative Representatives* » régionaux dans six villes dont Lagos, Jos, Kano, Maiduguri, Nsukka et Uyo. Les activités majeures menées par TIN incluent la consultance et la recherche sur différents aspects de la corruption. De temps en temps, elle organise également des *workshops*, des séminaires et des conférences pour les fonctionnaires, ses

²⁵ L'ICPC maintient par exemple un rapport cordial et officiel avec plusieurs ONG anti-corruption y compris le *Youths United For A Better Nigeria (YUBEN)*, l'*Association of Nigerians Against Corruption (ANAC)*, le *Clear View Foundation*, le *Youths Information Network*, l'*Exam Ethics Project*, le *Nationwide Action Against Corruption*, le *Transparency In Nigeria*, le *Transparency And Integrity Foundation*, le *Crystal Vision Incorporated*, etc. Voir <http://www.icpcnigeria.org>.

membres, le public et d'autres membres de la société civile afin de discuter de la corruption et des stratégies anti-corruption à adopter. Dans le domaine de l'*advocacy*, TIN a été aussi très actif, surtout dans la sphère du *lobbying* et constitue un groupe de pression important afin que les autorités adoptent des législations anti-corruption ou engagent des poursuites contre des personnes corrompues.²⁶ Dans le domaine de l'éducation publique, le *networking* avec d'autres ONG similaires, permet de mener des actions perceptibles. Un des problèmes qui avait attiré l'attention de TIN dès 1999 est la révision de l'article constitutionnel qui octroie l'immunité à personnalités politiques (le Président, le Vice-Président et les 36 gouverneurs et leurs adjoints). *Tin* avait fortement soutenu cette position²⁷ qui bénéficie désormais d'un soutien répandu (à l'exception des gouverneurs des Etats) et fait partie des amendements proposés par l'Assemblée Nationale dans le cadre de la révision générale de la Constitution de 1999. Ce succès relatif de TIN s'explique par l'importance de l'institution mère, *Transparency International*, et du fait que certains membres du gouvernement nigérian à la tête d'institutions publiques stratégiques, y compris le Président Obasanjo, sont des fondateurs ou d'anciens membres de TI²⁸.

(b) *Zero Corruption Coalition, ZCC :*

La ZCC, dirigée par un ancien coordinateur de TIN – Madame Lilian Ekeayanwu, est une « coalition regroupant 50 ONG anti-corruption locales »²⁹. Comme TIN, son approche consiste à forger une collaboration étroite avec des institutions publiques, y compris les principaux organes luttant contre la corruption et d'autres organisations de la société civile, dans le but d'éduquer la population et d'éradiquer la corruption³⁰. La ZCC a adopté dans certains cas des positions radicales pour se faire entendre comme par exemple lors du conflit

²⁶ Pendant la crise constitutionnelle qui opposait l'ICPC et l'Assemblée Nationale, TIN avec l'appui de son institution mère (TI) ont exercé des pressions sur les législateurs et réclamaient la nécessité de maintenir les pouvoirs et la structure de l'ICPC. Elle a aussi critiqué ouvertement la tentative des législateurs d'amender la loi sur l'ICPC. D'après elle: « *The entire process of review and amendment was shrouded in secrecy and rushed through the Senate in an unprecedented manner so that hearings were dispensed with, and house rules were suspended to accelerate the process* ». *ThisDay* (Lagos), 7 mars 2003.

²⁷ *ThisDay* (Lagos), 29 janvier 2004.

²⁸ Madame Oby Ezekwesili, une ancienne chef du *Budget Monitoring and Price Intelligence Unit, BMPIU*, (désormais la Ministre de l'Education), une institution chargée de gérer et d'installer une culture nouvelle de discipline fiscale et budgétaire dans les dépenses public, constitue un exemple significatif de cette tendance.

²⁹ *ThisDay* (Lagos), 4 mars 2003.

³⁰ En effet, en septembre 2005, le ZCC partageait le même bureau à Abuja. Cependant, son siège principal se trouve à Lagos.

opposant l'Assemblée Nationale et l'ICPC en 2003. Cette ONG avec d'autres ont critiqué ouvertement les législateurs pour leurs actions destinées à saper les pouvoirs de l'ICPC³¹. Par ailleurs, la ZCC avait essayé de prendre des initiatives pour faire avancer la lutte contre la corruption à cause du manque de volonté des autorités. En 2001, le gouvernement nigérian a décidé de commander une étude scientifique (qui impliquait les foyers, les entreprises et les fonctionnaires), financée par des institutions financières internationales, sur l'emploi et les causes de la corruption dans le pays. Le rapport de cette étude, censé être à la base des politiques futures de la lutte anti-corruption, a été soumis au gouvernement en juin 2003. Il a confirmé ce que tout le monde savait déjà: la corruption est dans une large mesure systémique et progresse au Nigeria. Néanmoins, six mois après, le contenu du rapport restait inconnu du public. Confrontée à la réticence du pouvoir, la ZCC a pris l'initiative de publier le rapport lors des workshops qu'elle avait organisés à cet effet à travers le pays³². Le rapport a par la suite été publié par les autorités³³.

La ZCC est aujourd'hui (sous la Quatrième République) profondément engagée dans une lutte qui vise à faire passer un projet de loi sur l'accès libre à l'information (*Freedom of Information Bill*) à l'Assemblée Nationale. Elle réclame également ce qu'elle appelle, un «*Coordinated National Anti-Corruption Plan*»³⁴.

(c) *Exam Ethics Project, EEP* :

L'EEP, fondé en 1996 et dirigé par Monsieur Ike Onyechere, est une des ONG les plus connues. Elle s'intéresse plus spécifiquement à la criminalité et à la corruption du secteur éducatif notamment la fraude liée aux examens (falsification ou vente des notes et diplômes par des professeurs, des institutions scolaires et leurs agents à des étudiants et leurs parents)³⁵.

³¹ Ibid.

³² Voir Alabi Williams, « Civil Society Opens Discourse on Corruption », publié in *The Guardian* (Lagos), 7 décembre 2003.

³³ *Federal Government of Nigeria*, « Nigeria Governance and Corruption survey Study: Overall Summary Report », Abuja, June 2003. p. 9.

³⁴ *ThisDay* (Lagos), 7 décembre 2004.

³⁵ Ces actes ne sont pas les seules pratiques de corruption qui touchent le système éducatif. En mai 2005, le syndicat national des professeurs des universités (Academic Staff Union of Universities) a soutenu que: «*Some Vice-Chancellors (Présidents d'Université) have complained of demands of money from them by Ministry of Finance Officials in order to release allocated funds....Some Vice-Chancellors have cooperated and paid* ». *The Punch* (Lagos), 20 mai 2005. Quelques semaines après, le Ministre de l'Éducation (le Professeur Fabian Osuji) et un Président d'une université avaient été révoqués pour avoir versé des pots-de-vin ou *welfare package* de

Ces délits ne sont pas nouveaux. Ces dernières années, ces délits ont cependant connu une recrudescence qui inquiète les autorités. Pourtant, elles n'ont apparemment pas trouvé une solution efficace à la question. Alors que la fraude aux examens est monnaie courante au Nigeria et qu'elle est sanctionnée par la législation nationale, l'*Examination Malpractice Law* N° 33 de 1999, personne n'a jamais été condamné. Le 29 mars 2004, le Ministre de l'Education fédéral a mis en garde les institutions impliquées dans ces pratiques en menaçant non seulement de ne plus les reconnaître comme centres d'examens, mais également en les suspendant pour une durée de 6 ans si elles étaient reconnues coupable. Le Ministre a également demandé aux organes d'examens de commencer par la publication des noms des écoles, directeurs et professeurs des écoles impliqués dans de telles fraudes³⁶.

Certains Etats, notamment l'Etat d'Ondo, ont adopté des dispositions similaires dans leur législation³⁷. Selon la loi adoptée le 28 novembre 2005, tout directeur, professeur ou autre individu chargé de la conduite des examens qui s'engage dans ces fraudes ou ceux qui encouragent ces pratiques seront désormais condamnés à 4 ans de prison. Les étudiants impliqués dans ces actes purgeront 3 ans de prison ou payeront 50,000 Naira d'amende. Pour faciliter l'application de cette loi, une institution, l'*Ondo State Examination Ethics and Disciplinary Committee* a été mise en place³⁸. Mais la mise en application de telles lois ou menaces n'est toujours pas effective.

La situation a néanmoins pris une dimension positive depuis l'arrivée de l'EEP, qui avait fait davantage que les autres associations (y compris les autorités eux-mêmes), pour régler ce problème. Selon l'étude de l'EEP, ce fléau, largement mis en œuvre par des syndicats bien organisés, constitue « une affaire de 100 milliards de naira par an³⁹ ». Pour régler ce problème, l'EEP avait lancé depuis des années de nombreux séminaires, conférences, etc., pour les étudiants, les parents, les enseignants et les responsables des institutions éducatives. Elle organise aussi une « *Exam Ethics Week* », célébrée chaque année, à laquelle participent tous les acteurs principaux du secteur éducatif⁴⁰. L'EEP publie aussi un rapport annuel sur les fraudes aux examens et un *National Exam Malpractice Index, EMI* (il

l'ordre de 55 millions de Naira aux sénateurs (y compris leur Président) afin de faciliter le gonflement du budget du Ministère de l'Education et de l'université. Le Président de l'Université Fédérale de Technologie à Owerri a contribué à hauteur de 30 millions de Naira à la somme totale de 55 millions de Naira. *ThisDay*, March 23, 2005.

³⁶ *ThisDay* (Lagos), 30 mars 2004.

³⁷ *The Punch* (Lagos), 29 novembre 2005.

³⁸ Ibid.

³⁹ *The Punch* (Lagos), 20 mai 2005.

⁴⁰ *ThisDay* (Lagos), 30 mars 2004.

s'agit d'un classement des 36 Etats fédérés et des six régions géopolitiques selon un critère d'implication des élèves dans ces fraudes) pour attirer l'attention du public sur ces maux. Le *National Exam Malpractice Index (EMI)* s'appuie sur la conduite des élèves pendant l'examen annuel du *Senior Secondary Certificate Examination*, SSCE, organisé par le West Africa Examination Council (WAEC) et le National Examination Council (NECO), (un équivalent du baccalauréat français). Le rapport pour l'année 2004, publié le 5 octobre 2005, a confirmé que les fraudes aux examens ont augmenté de 276% entre 1999 et 2004. Selon les chiffres de l'EEP, le taux d'augmentation entre 2003 et 2004 était de 40%. Pourtant, les conclusions du rapport ont établi une corrélation entre la corruption parmi les acteurs politiques et les fraudes scolaires: « *It is a matter of serious concern, and also of serious regret that political activities with associated election malpractices appear to also fuel examination malpractices. There is direct relationship between examination malpractices in educational institutions and corruption in the wider society*⁴¹ ».

Dans d'autres cas exceptionnels, l'organisation avait écrit des pétitions aux autorités (y compris la Police, l'EFCC et l'ICPC) dans laquelle les noms de certains individus et institutions scolaires impliqués dans les fraudes aux examens avaient été mentionnés. Une pétition soumise à l'EFCC le 29 avril 2005, réclamait des enquêtes sur des rapports publiés dans les media locaux qui indiquaient que certains présidents d'université (Vice-Chancellors) avaient payé des pots-de-vin à des fonctionnaires du Ministère des Finances afin d'obtenir des allocations budgétaires. Une deuxième adressée à l'ICPC et soumise le 16 mai 2005 contenait les noms de certaines individus et institutions scolaires impliqués dans les fraudes d'examens pour l'entrée à l'université (le *Joint Admissions and Matriculation Board Examination*). Une troisième pétition présentée le 16 mai 2005 au chef de la Police nationale avait également réclamé un renforcement des enquêtes sur les fraudes aux examens, la publication des rapports de ces enquêtes et des poursuites contre les individus et les institutions impliqués⁴². Les efforts de l'EEP n'ont pas réussi à endiguer les fraudes et la corruption scolaire au Nigeria. Mais au moins, ils ont permis la prise en compte du problème dans l'agenda national, et parfois même, l'ONG a conduit les autorités à engager des mesures punitives et préventives (arrestations, poursuites judiciaires, sanctions administratives ou licenciements) contre les individus impliqués dans ces affaires.

⁴¹ *Vanguard* (Lagos), 18 octobre 2005.

⁴² Ibid.

(d) *Convention on Business Integrity, CBI:*

La CBI est une des premières ONG née pendant la Quatrième République. Cette ONG dirigée par des intellectuels nigériens bien connus, parmi lesquels Dr. Christopher Kolade, Professeur Alex Gboyega et Professeur Ladipo Ademoleku, a été créée en 1999 pour lutter contre les pratiques de corruption dans les entreprises privées, surtout celles qui font *du business* avec l'Etat⁴³. Ses objectifs permettent de créer et de maintenir un rapport avec plusieurs ONG anti-corruption et entreprises privées dans le cadre de la lutte contre la corruption dans le secteur privé⁴⁴. Elle s'engage aussi à pousser (lobbying) les autorités en vue de l'adoption et la mise en application des réformes liées à la bonne gouvernance. Dans cette optique, la CBI engage des recherches et publie des rapports ponctuels pour justifier l'adoption de politiques publiques spécifiques. Plus concrètement, la CBI est en train de mettre en application un accord d'intégrité dit « *Code of Business Integrity* » ou « *Business Integrity Pact* », qui obligerait les entreprises et les institutions faisant parties de cet accord à ne pas recourir aux pratiques de corruption, notamment le versement de pots-de-vin pour décrocher des marchés publics.

(e) *African Network for Environmental and Economic Justice, ANEES:*

L'ANEES dirigé par un prêtre, Monsieur David Ugolor, est une ONG domiciliée dans la ville de Benin dans l'Etat d'Edo. L'ANEES, de par sa localisation géographique (l'Etat d'Edo est un des Etats pétroliers dans le delta du Niger), avait focalisé ses actions, davantage que d'autres ONG, sur les ventes et la gestion des recettes pétrolières, surtout dans les activités financières des Etats de la région (Akwa Ibom, Cross River, Rivers, Bayelsa, Delta et Edo)⁴⁵. En décembre 2004, elle a organisé avec le soutien de l'*Heinrich Böll Foundation* une réunion qui a rassemblé 53 personnes provenant d'ONG, d'Organisations communautaires (*Community Based Organisations*), d'universités, des medias, etc. Les participants à cette réunion ont demandé la suppression de l'article de la loi constitutionnelle qui octroie l'immunité au Président et à son Vice ainsi qu'aux 36 gouverneurs et leurs adjoints. Ils ont

⁴³ La préparation pour la formation de cette organisation a commencé en 1998.

⁴⁴ Voir <http://www.theconvention.org>

⁴⁵ *ThisDay* (Lagos), 31 janvier 2004.

également annoncé leur détermination à mettre en place une institution commune ; « le *Niger Delta Budget Monitoring and Transparency Network* » afin de surveiller les allocations et la gestion des fonds par les 6 Etats de la région. D'autres demandes incluaient:

The governors of the region should publish details of revenue accruing to their states since 1999 in local and national media for public scrutiny...Government at all levels [should] provide quarterly independent audit report of their annual budget for public consumption....[And a] quick passage of the Freedom of Information Bill by the Senate to make information available on the operations of government to Nigerians⁴⁶.

L'ANEES est également très impliqué dans l'élaboration des politiques cherchant à asseoir la transparence dans le secteur pétrolier et minier. Ainsi, leurs actions sont dirigées vers la *Nigerian Extractive Industry Transparency Initiative (NEITI)* ⁴⁷. Grâce à l'ANEES et à d'autres ONG alliées, un audit global sur le secteur pétrolier nigérian, couvrant la période 1999 - 2004, a été réalisé en 2005. L'analyse du rapport de l'étude a été publiée en février 2006⁴⁸.

(f) Les organisations et mouvements spontanés

Paradoxalement, les mesures les plus radicales contre la corruption ou les personnes corrompues ont été engagées par les mouvements sociaux. En 2001, un ancien collaborateur de l'ex-Gouverneur Alamieyeseigha de l'Etat de Bayelsa a mené des poursuites devant un tribunal à Abuja contre le Gouverneur qu'il accusait d'avoir mal géré les ressources pétrolières de l'Etat. Il réclamait ainsi l'établissement d'un *comité spécial* afin d'utiliser ces

⁴⁶ *The Punch* (Lagos), 23 décembre 2004.

⁴⁷ Lire «Promoting Transparency In The Oil And Gas Sector: Challenges And Opportunities For Civil Society Organisations (CSOs) », sur : <http://www.neiti.org/publications/PWYP%20PRESENTATION.pdf>. Le papier par le *Publish What Your Pay Nigerian Campaign* dirigé par l'ANEES était donné lors du *Nigerian EITI Capacity Building Conference for Government Agencies Relevant to Oil and Gas Revenue Management*, qui a eu lieu du 14 au 17 février 2007 à Abuja.

⁴⁸ Le rapport a identifié plusieurs étapes dans la gestion financière et administrative qui ont provoqué des fraudes massives, y compris des sous paiements par les sociétés pétrolières locales et étrangères (dont Chevron, Amni International Petroleum, Texaco Overseas, Agip Energy, Nigerian Petroleum Development Company, Pan Ocean Oil, Moni Pulo Ltd., Dubri Oil, Addax Petroleum, Continental Nigeria Ltd., et Cavendish Petroleum Ltd) et la perte de revenus publics estimée à \$509, 698 millions ou à 71 milliards de Naira. Les institutions publiques qui sont responsables de cette mauvaise gestion et/ou fraude sont : la Banque centrale du Nigeria (CNB), le Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) et le Federal Inland Revenue Service (FIRS). *ThisDay* (Lagos), 19 février 2006.

ressources pour le développement de l'Etat⁴⁹. Malheureusement, les poursuites ont été rejetées par le tribunal⁵⁰. L'échec de ses efforts n'a pas empêché d'autres initiatives du même genre de voir le jour. D'autres poursuites ont ainsi été menées en 2005 par des individus (indigènes de l'Etat) cherchant à arrêter les paiements illicites aux députés de l'Etat du Bayelsa en arguant que ces derniers devraient plutôt initier des projets de développement dans leur communauté respective⁵¹. Ces poursuites n'ont pas produit les effets escomptés avant la chute d'Alamieyeseigha en décembre 2005.

Des initiatives similaires ont pu être observées dans d'autres Etats fédérés. Malgré l'existence d'une commission anti-corruption dans l'Etat d'Akwo Ibom, un avocat et indigène de cet Etat, Assam E. Assam, avait fait signer des pétitions pour attirer l'attention de l'EFCC au début de l'année 2006. Le contenu de cette pétition disait que le gouverneur: « *Victor Attah and his associates looted billions of naira from state treasury through white elephant projects and contract scams...Most of the contracts were not only inflated but were awarded to the governor's private companies and cronies without following due process* ». Un des contrats douteux exécuté, selon les pétitionnaires, était l'achat de 1000 voitures de luxe de marque BMW⁵². Cependant, l'achat de seulement 140 unités a été confirmé par les autorités. Le devenir de cette pétition demeure inconnu au moment de notre recherche.

Dans l'Etat de Bauchi, au nord du pays, la propagation des fraudes, du gaspillage et du détournement des fonds publics par les autorités ont forcé certains citoyens à créer des associations anti-corruption locales. Selon ces mouvements, les dirigeants de cet Etat ont commis plusieurs délits. Le fait le plus marquant a été l'achat pour plus de 4 milliards de Naira de voitures de luxe dans un Etat marqué par la pauvreté et l'analphabétisme. Selon ces

⁴⁹ Monsieur Perekeme Richard Kpodoh, un ancien candidat pour le poste de Gouverneur sous la plateforme du *All Nigeria People's Party*, ANPP et le *Director of Operations* de l'Etat entre 1999-2001 explique pourquoi il a choisi de mener des poursuites contre le Gouverneur : « *This restiveness we have been witnessing in the State is as a result of his reckless spending. If our money is judiciously used you will find peace in the State and the youths would be appropriately engaged...When the head is rotten, everybody in the government is rotten....They keep on misbehaving, building houses of their own everywhere, buying flashy cars, while the masses are suffering on the streets* ». Lire [Newswatch](#), (Lagos), 24 octobre 2005.

⁵⁰ Ces initiatives se sont le plus souvent terminées par un échec à cause de certaines lacunes juridiques. Selon les lois du Nigeria, les membres du public, ou plus précisément la société civile, ne sont pas considérés comme des victimes des pratiques de corruption qui pourraient entraîner des poursuites. L'engagement des poursuites contre quiconque pour des pratiques de corruption doit se faire uniquement par les procureurs de l'Etat, le Ministre de la Justice, la Police, ou d'autres institutions mises en place par le gouvernement, notamment les différents organes de régulation. Cette pratique a beaucoup contraint les citoyens nigériens qui se sentent écrasés par les comportements rentiers des fonctionnaires et cherchent à prendre leur « destin en main », mais qui par ailleurs, ne peuvent rien faire.

⁵¹ [The Guardian](#) (Lagos), 10 août 2005.

⁵² [Newswatch](#) (Lagos), 3 avril, 2006.

individus et ces associations, les voitures ont été surfacturées. Par exemple, 4 voitures Toyota (4x4) achetées le 26 janvier 2001 ont coûté à l'Etat environ 360 millions de Naira soit 90 millions de Naira (\$750,000) chacune. Le gouverneur de l'Etat, Ahmadu Adamu Mu'azu, selon une pétition présentée par une de ces associations, s'est considérablement enrichi à partir de ces fraudes lui permettant d'acheter ou de faire construire des biens immobiliers personnels partout dans le pays dont 18 maisons à Abuja uniquement. Entre octobre 2005 et janvier 2006, ces associations ont soumis au moins trois pétitions à l'EFCC et à l'ICPC accompagnées de documents et d'autres preuves sur ces affaires. Leurs activités, notamment celles de la *Committee of Patriotic Citizens of Bauchi State (CPCBS)* et la *Patriotic People of Bauchi State*, ne se sont pas limitées aux pétitions, elles ont déjà abouti à la mise en place d'enquêtes par l'EFCC et l'ICPC. Le 24 janvier 2006, le CPCBS a initié des poursuites devant un tribunal à Abuja réclamant l'ordre de demander à l'EFCC de commencer des enquêtes sur les activités du gouverneur Mu'azu et d'autres personnalités impliquées dans les fraudes⁵³. Apparemment, cette association n'était pas au courant des enquêtes lancées par l'EFCC et l'ICPC contre ces fonctionnaires avant leurs pétitions.

Dans l'Etat de Kwara, toujours au nord du pays, un autre groupe qui s'appelait le *Kwara Ekiti Indigenes (KEI)* a soumis une pétition au premier organe de régulation du système judiciaire au Nigeria (le *National Judicial Council, NJC*) afin de protester contre la nomination en janvier 2006 du chef de la magistrature de leur Etat. Selon eux, *Justice Saka Yusuf* aurait falsifié son âge pour pouvoir accéder à ce poste de *Chief Judge of Kwara State*, et pour cette raison devait quitter le poste. Selon les lois nigérianes en vigueur, tout juge atteignant l'âge de 65 ans doit impérativement partir à la retraite. Selon les données officielles présentées par ce juge (affichées dans la liste du personnel), il serait né le 25 décembre 1940 et aurait commencé à travailler le 7 juillet 1975. Mais le groupe a constaté que, selon un autre document obtenu du *Registrar of Federal High Court* à Ilorin (la capitale de l'Etat), le 23 Janvier 2006, le juge en question était né le 26 juin 1936 et avait commencé à travailler le 15 février 1972⁵⁴. Si l'on en croit ce dernier document, ce juge aurait donc eu 69 ans quand il a été nommé à ce poste. Le NCJ lui avait déjà écrit en réclamant des explications immédiates pour « les lacunes sérieuses » constatées dans ses dossiers⁵⁵.

⁵³ Ibid.

⁵⁴ *The Guardian* (Lagos), 10 avril 2006.

⁵⁵ Ibid.

Une initiative similaire a été engagée au niveau national par Gani Fawehinmi contre le Président Obasanjo. Ce dernier avait organisé par le biais d'intermédiaires une fête (*lunching*) pendant laquelle il a reçu de grosses sommes d'argent (7 milliards de Naira au total) sous le prétexte que les sommes seraient utilisées pour construire une « *bibliothèque présidentielle* » dans sa ville natale lorsqu'il quitterait son poste en 2007. Dans ses poursuites menées le 23 juin 2005, Monsieur Fawehinmi a réclamé une enquête auprès de l'ICPC et l'EFCC sur tous les contrats signés par le gouvernement Obasanjo depuis 1999, les sources de l'argent donné dans le cadre de la construction de la *bibliothèque présidentielle* et sa confiscation par le tribunal, et surtout il a demandé au tribunal de soutenir que:

*Obasanjo's [action], in launching the library and receiving monetary gifts from government contractors and beneficiaries while still exercising powers as President and Minister of Petroleum Resources, amounts to corrupt practices and abuse of power contrary to Section 15 (5) of 1999 Constitution; and also a flagrant disregard of the Code of Conduct for public officers contained in item 1 Fifth Schedule, Part 1 of same Constitution*⁵⁶.

En juin 2003, une ONG peu connue (*Legal Defence and Assistance Project, LEDAP*) a engagé des poursuites civiles devant un tribunal à Lagos contre l'épouse du Président de la République (Stella Obasanjo qui est décédée en novembre 2005), le Vice-Président (Titi Abubakar) et 22 autres individus (femmes des gouverneurs des Etats fédérés) afin de les amener à rendre compte de l'argent qu'ils avaient reçu dans le cadre des ONG (fondations) qu'ils avaient créés⁵⁷. De la même façon, le *Socio-Economic Rights and Accountability Project (SERAP)* a engagé en juin 2005 devant un autre tribunal à Lagos des poursuites civiles contre le *Code of Conduct Bureau* (une des principales institutions nationales de lutte anti-corruption) pour sa : « *negligence in carrying out proper investigation and make public names of public officers keeping and running foreign accounts while still in government* »⁵⁸. Pendant le procès, le SERAP a réclamé auprès du tribunal:

⁵⁶ *ThisDay* (Lagos), 24 mai 2005.

⁵⁷ Parmi les ONG en question on peut citer la *Women Trafficking and Child Labour Eradication Foundation* (dirigée par l'épouse du Vice Président, Titi Abubakar) ; le *New Era Foundation* (dirigée par l'épouse du Gouverneur de l'Etat de Lagos, Oluremi Tinubu) ; la *Idia Renaissance* (dirigée par madame Eki Igbinidion, épouse du Gouverneur de l'Etat d'Edo) et le *Delta Manna Foundation* (dirigée par l'épouse du Gouverneur de l'Etat du Delta). En effet, presque toutes les « premières dames » des Etats fédérés du Nigeria sont des créatrices d'ONG. *Vanguard* (Lagos), 28 janvier 2004.

⁵⁸ Selon, la loi sur le *Code of Conduct Bureau*, cette institution est chargée de recevoir des formulaires de déclaration des avoirs des hauts fonctionnaires, de les vérifier et d'engager des poursuites dans le cas d'enrichissement illégal. Cependant, elle n'est pas obligée de publier les documents (déclarations) ou de les donner à un membre extérieur qui l'exige. Ce qui fait que les acteurs de la société civile ne pouvaient pas l'aider dans son travail malgré ses compétences plus ou moins limitées.

An order of mandamus compelling the bureau to immediately investigate all serving public officers running, keeping and maintaining foreign accounts...an order compelling the Bureau to publish the names and identities of such serving public officers that have been investigated by it and to publish the outcome of its investigation [and] to compel the Bureau to embark on the prosecution of such serving public officers who are keeping, running and maintaining foreign accounts, before the Code of conduct Tribunal as envisaged by the Tribunal Act, Cap. 56 Laws of the Federation 1990⁵⁹.

Le SERAP était aussi à l'origine d'une pétition soumise en avril 2006 au rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur le droit à l'éducation de l'ONU. Ainsi Vernor Munoz a été informé des détournements massifs des fonds dans le cadre de l'*Universal Basic Education* (UBE) qui est un programme du gouvernement fédéral lancé en 1999 visant à donner aux enfants âgés de moins de 9 ans une formation gratuite. Selon cette ONG, la corruption et les fraudes massives orchestrées à tous les niveaux du gouvernement, notamment dans le secteur scolaire, a non seulement conduit à la déscolarisation de 5 millions d'enfants, mais aussi à la « *failure of the government of Nigeria to train the required number of teachers, gross under-funding of the nation's educational institutions, lack of motivation of teachers, non-available class rooms seats and pupils sitting on bare floor, non-availability of books and other teaching materials* »⁶⁰. Elle réclame donc une enquête sur cette question sous l'égide de l'ONU afin de contraindre les autorités à respecter leurs obligations relatives aux droits économiques, sociaux et culturels⁶¹.

Conclusion

Evidemment, un des plus grands changements noté dans la lutte contre la corruption menée par l'administration Obasanjo est que désormais cette lutte n'est plus menée uniquement par le haut. Elle est aussi l'affaire des acteurs non étatiques, notamment des ONG anti-corruption. Bien qu'ayant jouées un rôle marginal au début de l'adoption de la politique anti-corruption menée par Obasanjo, y compris la création des institutions anti-corruption, les ONG ont grandement contribué à la mise en application des décisions. Comme en démontre

⁵⁹ *Vanguard* (Lagos), 3 juin 2005.

⁶⁰ *Vanguard* (Lagos), 21 avril 2006.

⁶¹ *Ibid.*

leur inclusion et leur rôle actif dans un audit global sur le secteur pétrolier nigérian de 1999 à 2004 réalisé en 2005 dans le cadre du *Nigerian Extractive Industry Transparency Initiative (NEITI)*⁶², ces ONG, sont des partenaires importants dans la réalisation de la politique anti-corruption⁶³.

Mais en même temps, leur efficacité dans le changement politique ne doit pas être surestimée. Comme en témoignent leurs échecs collectifs dans leur lutte depuis 1999 en vue de favoriser l'adoption d'une législation sur l'accès libre à l'information (le « *Freedom of Information Bill* »⁶⁴), l'efficacité de ces organisations reste limitée voire douteuse. Les lacunes juridiques ne sont pas le seul obstacle. Ces associations manquent toujours de ressources et des compétences nécessaires pour constituer une menace réelle face à tous les niveaux du gouvernement. Presque toutes survivent seulement grâce aux fonds des acteurs étrangers (gouvernements occidentaux, bailleurs de fonds, ONG et institutions financiers internationales etc.) Les conséquences sont bien claires ; aujourd'hui ces ONG locales sont dénoncées par la population et le gouvernement comme « *des agents de l'impérialisme parce qu'elles reçoivent des fonds de l'étranger et sont souvent dirigées par des Nigériens ayant suivi des études en Occident* »⁶⁵.

Beaucoup n'ont également pas échappé au contrôle des hommes politiques. Alors que nombre d'entre elles sont des associations « professionnelles » complètement engagées dans la promotion de la bonne gouvernance, d'autres sont largement des « mouvements politiques locaux »⁶⁶, parfois formés, financés et manipulés par des politiciens et des

⁶² Cette démarche était facilitée par le gouvernement fédéral en collaboration avec une coalition d'ONG locales et étrangères impliquées dans la lutte contre la corruption dont Oxfam (sa filiale au Nigeria). Les ONG locales qui sont regroupées dans la « *Publish What You Pay (PWYP) Coalition* » étaient dirigées par le Reverend David Ugolor, le leader du *African Network for Environmental and Economic Justice, ANEES*. Lire Abimbola Akosile, « NEITI Report: Sustaining Transparency Tempo », in *ThisDay* (Lagos) 31 janvier 2006.

⁶³ Le rapport de l'audit était publié en février 2006, suivi par la préparation d'une nouvelle politique sur le recrutement, la promotion et la sanction des policiers annoncée le 14 mars 2006. Voir *ThisDay* (Lagos), 19 février 2006. Selon cette politique préparée par le Police Service Commission (PSC) en collaboration avec deux groupes de la société civile dont le *CLEEN Foundation* et l'*Open Society Justice Initiative*, désormais 85% des futurs policiers seront recrutés selon le critère du mérite et 10% seront des femmes. *The Punch* (Lagos), 15 mars 2006.

⁶⁴ La *Freedom of Information Bill* a été soumise à l'Assemblée Nationale en juillet 1999. Depuis, rien de concret n'a été fait en vue de l'adopter, malgré le combat âpre mené par plusieurs ONG, notamment TI (et sa filiale au Nigeria) et le *Media Rights Agenda*, une autre ONG locale. On estime que cette loi est indispensable à la réussite de la lutte anti-corruption au Nigeria. Voir Transparency International, « Global Corruption Report 2004 », op. cit. p226.

⁶⁵ Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Mauvaise gouvernance et ONG : l'exception nigériane », op cit, p.129.

⁶⁶ par exemple le *Bayelsa Transparency Initiative, BTI* dans l'Etat du Bayelsa et le *Zamfara Patriotic Alliance, ZPA*, et son homologue, le *Global Network for Islamic Justice, GNIJ*, dans l'Etat du Zamfara pour exemple. Il

dirigeants soit pour protéger leurs intérêts particuliers, soit pour exposer et discréditer leurs rivaux politiques. Bien que les ONG anti-corruption n'ont pas encore commencé à tomber elles aussi dans des scandales de corruption, à cause des comportements rentiers de leurs dirigeants, la trajectoire négative des autres associations dans ce sens reste une source majeure d'inquiétude. La présence des autres institutions ou organes de la société civile, notamment les syndicats, les associations professionnelles, les associations religieuses, etc., est aussi importante. La réussite des ONG se mesurera aussi en fonction de leur capacité non seulement à collaborer entre elles mais aussi à mobiliser les autres membres de la société civile contre la corruption⁶⁷.

s'agit des seules ONG anti-corruption présentes dans les deux Etats en septembre 2004. Les BTI et ZPA ont été fondées et gérées par des politiciens opposants au pouvoir. La GNIJ par contre était plus ou moins un instrument du gouvernement de l'Etat de Zamfara et ses politiques visaient à appliquer le code pénal de la charia. Quant à la BTI, elle était au début financée par un des rivaux politiques du Gouverneur de Bayelsa. Elle est en effet à l'origine de la pétition qui avait provoqué des enquêtes initiées par l'ICPC et l'EFCC sur l'ancien gouverneur. Mais au fil du temps, elle s'est transformée en un allié du pouvoir. Ainsi, elle avait écrit à l'ICPC pour retirer une pétition qu'elle avait soumise contre le gouverneur de l'Etat. Voir Ayebayai Amakiri, « ICPC: A Victory for Bayelsa », *The Guardian* (Lagos), 16 décembre 2004.

⁶⁷ Plusieurs associations ont déjà commencé à afficher cet écueil. Le *Committee for Defence of Human Rights, CDHR*, une ONG locale très connue, était en octobre 2003 divisée en deux factions guerrières. Comme *Newswatch*, un grand journal nigérian l'explique: « *The real bone of contention is the struggle to take charge of the sum of 30 million naira grant given by the Ford Foundation* ». En effet, une autre source citée par le journal a décrit les dirigeants guerriers de cette ONG comme « *Wolfs in sheep clothing who claimed to be defending the interests of the masses but are actually fighting for their pockets* ». *Newswatch* (Lagos), 27 octobre 2003. Des délits similaires ont été observés ailleurs. En 2005, le *Performing Musicians Associations of Nigeria (PMAN)*, une association de tous les chanteurs nigériens, étaient empêtrées dans des crises de leadership portant sur les détournements de plus de 6 millions de Naira qui opposaient son Président Monsieur Charles Oputa (Charlie Boy) avec son *Corporate Affaires Manager*, Michael Dada (Mikie). Selon le Président du PMAN, le *Corporate Affaires Manager* aurait détourné des milliers de naira, y compris le somme de 1,1 million de Naira réservé à un événement (Le Valentine Show) censé être organisé le 14 février 2005 par le PMAN, qui n'a pas eu lieu, *Vanguard* (Lagos), 24 avril, 2005.

Bibliographie

Abimbola Akosile, «NEITI Report: Sustaining Transparency Tempo», in *ThisDay* (Lagos) 31 janvier 2006.

Aiyede Remi, «The Dynamics of Civil Society and the Democratization Process in Nigeria », *Global Development Network Research Papers*, 2003.

Amakiri Ayebayai, « ICPC: A Victory for Bayelsa », *The Guardian* (Lagos), 16 décembre 2004.

Amuwo Kunle, «General Babangida, Civil Society and the Military in Nigeria: Anatomy of a Personal Rulership Project », *Travaux et Documents*, Centre d'Etude d'Afrique Noire, N° 48, 1995. p.2.

Amuwo Kunle, (ed.), *Nigeria During the Abacha Years: The Domestic and International Politics of Democratization*, Ibadan, Institut Français de Recherche en Afrique, 2001.

Asobie Assisi, «The Anti-Graft War in Nigeria: An Agenda for Civil Society », une intervention lors du *1st Stakeholders Summit on Corrupt Practices and Financial Crimes in Nigeria*, qui s'est tenue à Kaduna du 23 au 25 novembre 2005.

Atlani-Duault Laëtitia, « Les ONG à l'heure de la bonne gouvernance », in *Autrepart, Revue de Sciences Sociales au Sud*, N°35, 2005. pp. 1-17.

Bangura Yusuf, « New Directions in State Reform: Implication for Civil Society in Africa », *United Nations Research Institute for Social Development Discussion Paper*, N° 113, Septembre 1999. p. 8.

Biekart Kees, *The Politics of Civil Society Building: European Private Aid Agencies and Democratic Transitions in Central America*, Amsterdam, International Books/The Transitional Institute, 1999;

Chowdhury K Shyamal., « Do Democracy and Press Freedom Reduce Corruption?: Evidence from a Cross Country Study», in *ZEF-Discussion Papers on Development Policy*, N° 85, Bonn, mars 2004.

Ehrenberg John, *Civil Society: The Critical History of an Idea*, New York : New York University Press , 1999.

Eteng A. Inya, «Modes in Popular Organization and Participation », in Adebayo Adedeji and Onigu Otite (eds.), *Nigeria: Renewal from the Roots?, the Struggle for Democratic Development*, London, Zed Books, 1997pp20-32;

Falola Toyin », « Corruption in the Nigerian Public Service: 1945-1960 », in John M. Mbaku, *Corruption and the Crisis of Institutional Reforms in Africa*, Lewiston, The Edwin Mellen Press, 1998. pp. 137-165.

Federal Government of Nigeria, « Nigeria Governance and Corruption survey Study: Overall Summary Report », Abuja, June 2003. p. 9.

Howell Jude and Pearce Jenny, *Civil Society and Development: A Critical Exploration*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2001.

Iredia Tonnie O., « Civil Society and Corruption: The Nigerian Experience », *Annual Alumni Lecture of the Asaba Chapter of the University of Ibadan Alumni Association*, Nelrose Hotel Asaba, 11 mai 2005.

Kaviraj Sudipta and Khilnani Sunil (eds.), *Civil Society: History and Possibilities*, Cambridge: Cambridge University Press, 2001;

Lewis M. Peter, « Getting the Politics Right: Governance and Economic Failure in Nigeria », in Robert I. Rotberg (ed.), *Crafting the New Nigeria: Confronting the Challenges*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2004. p.118.

Momoh Abubakar, « Labour and Democratization: Honest Brokerage or Collusion ? », in Alex Gboyega (ed.), *Corruption and Democratization in Nigeria*, Ibadan, Ibadan University Press, 1996. pp.58-70.

Olukoshi O. Adebayo, « Associational Life » in Larry Diamond et al (eds.), *Transition Without End : Nigerian Politics and Civil Society Under Babangida*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1997.pp.379-400

Otayek René, « *Vu d'Afrique, société civile et démocratie* : de l'utilité du regard décentré », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 9, No 2, été 2002. p.194.

Otite Onigu and Kawonise Sina, « Modes of Social Organization: Their Implications for Popular Participation », in Adebayo Adedeji and Onigu Otite (eds.), *Nigeria: Renewal from the Roots*, op. cit. p.35.

Publish What Your Pay Nigerian Campaign (ANEES), « Promoting Transparency In The Oil And Gas Sector: Challenges And Opportunities For Civil Society Organisations (CSOs) », *Nigerian EITI Capacity Building_Conference for Government Agencies Relevant to Oil and Gas Revenue Management*, 14 au 17 février 2007 à Abuja.

Pérouse de Montclos Marc-Antoine, « Mauvaise gouvernance et ONG : l'exception nigériane », in *Autrepart : Revue de Sciences Sociales au Sud*, N°35, 2005. pp.126-142.

Williams Alabi, « Civil Society Opens Discourse on Corruption », publié in The Guardian (Lagos), 7 décembre 2003.

ThisDay (Lagos), 4 mars 2003.

ThisDay (Lagos), 7 mars 2003.

ThisDay (Lagos), 29 janvier 2004.

ThisDay (Lagos), 31 janvier 2004.

ThisDay (Lagos), 30 mars 2004.

ThisDay (Lagos), 7 décembre 2004.

ThisDay, (Lagos) 23 mars 2005.

ThisDay (Lagos), 24 mai 2005.

ThisDay (Lagos), 19 février 2006.

The Punch (Lagos), 20 mai 2005

The Punch (Lagos), 23 décembre 2004.

The Punch (Lagos), 29 novembre 2005.

The Punch (Lagos), 15 mars 2006.

Newswatch (Lagos), 27 octobre 2003.

Newswatch, (Lagos), 24 octobre 2005.

Newswatch (Lagos), 3 avril, 2006.

The Guardian (Lagos), 10 août 2005.

The Guardian (Lagos), 10 avril 2006.

Vanguard (Lagos), 28 janvier 2004.

Vanguard (Lagos), 24 avril, 2005.

Vanguard (Lagos), 3 juin 2005.

Vanguard (Lagos), 18 octobre 2005.

Vanguard(Lagos), 21 avril 2006.